

**N° 38/CA du Répertoire**

**N° 2003-37 bis/CA3 du Greffe**

**Arrêt du 17 mai 2017**

**AFFAIRE :**

**LEON KOFFI ANANI CLAN**

**C/**

**PREFET DE L'ATLANTIQUE ET  
DU LITTORAL ET UNE (01) AUTRE**

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance sans date, enregistrée au greffe de la Cour le 24 mars 2003 sous numéro 121/GSC, par laquelle monsieur Léon Koffi ANANI CLAN, par l'organe de son conseil, maître Gustave ANANI CASSA, Avocat au barreau du Bénin, a introduit un recours de plein contentieux contre le Préfet de l'Atlantique, suite à la prise de l'arrêté n°2/363/DEP-ATL/CAB/SAD du 09 octobre 2002, par lequel il lui a été intimé l'ordre de libérer la parcelle relevée à l'état des lieux sous le n°2266 ;

Vu la lettre n°1048/GCS du 12 mars 2004, par laquelle le conseil du requérant a été invité à produire son mémoire ampliatif ;

Vu le mémoire ampliatif du conseil du requérant daté du 20 avril 2004, parvenu au greffe de la Cour et enregistré le 5 mai 2004 sous numéro n°565/GCS ;

Vu la lettre n°2532/GCS du 24 juin 2004, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués pour ses observations, au conseil de l'Administration, maître Alexandrine SAÏZONOU BEDIE ;

Vu la lettre n°1852/04/SAF/SS du 27 août 2004, par laquelle le conseil de l'Administration a transmis à la Cour son mémoire en défense enregistré au greffe de ladite Cour le 3 Septembre 2004 sous le n°1228/GCS ;

Vu la lettre n°4115/GCS du 25 novembre 2004, par laquelle le mémoire en défense a été communiqué, pour sa réplique éventuelle, au conseil du requérant ;



Vu la lettre n°AA/YPH/04/01/004/05 du 04 janvier 2005, enregistrée au greffe de la Cour le 06 janvier 2005 sous le n°021/GCS, par laquelle le conseil du requérant a sollicité de la Cour un nouveau délai pour produire son mémoire en réplique ;

Vu la lettre n°0532/GCS du 04 février 2005, par laquelle un nouveau et dernier délai a été accordé au conseil du requérant pour produire son mémoire en réplique ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême, alors en vigueur ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Etienne FIFATIN** en son rapport ;

Ouï l'Avocat général **Onésime Gérard MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

**EN LA FORME**

**Sur la recevabilité**

Considérant que le requérant par l'organe de son conseil, expose :

Que par convention de vente, en date du 16 février 1994, il a acquis auprès de feu Daniel HLUNGBO la parcelle "C" du lot 442, sise à Suru-Léré à Akpakpa, Cotonou ;

Que cette parcelle n'a pu lui être délivrée du fait d'une contestation élevée par des tiers ;





Qu'en compensation, son vendeur lui a remis une autre parcelle sise à Avotrou Gbamè, relevée à l'état des lieux sous le n°2266 ;

Que par précaution, il s'est rapproché du chef du quartier Avotrou qui a certifié comme étant non litigieuse la nouvelle parcelle à lui attribuée par la délivrance d'un certificat ;

Que dès l'obtention du certificat de non litige, il a satisfait à toutes les formalités administratives susceptibles de garantir son droit de propriété sur ladite parcelle ;

Que pour matérialiser davantage son droit de propriété sur cette parcelle, il a édifié une construction et y a installé un locataire qui se trouve être le maçon qui a travaillé sur les lieux depuis 1994 ;

Qu'il a été surpris de se voir notifier un arrêté préfectoral n°2/363/DEP-ATL/CAB/SAD du 09 octobre 2002 par lequel le préfet lui intime l'ordre de libérer les lieux sous quinzaine, sous peine d'y être contraint par la force publique, avant de confirmer les droits de dame Michelle PEREIRA et sans égard à ses droits acquis ;

Que cet acte illégal que constitue l'arrêté préfectoral n°2/363/DEP-ATL/CAB/SAD vient retirer à un citoyen, son droit de propriété légitime et le lèse en ses droits et intérêts ;

Que son recours gracieux en date du 04 décembre 2003 adressé au préfet de l'Atlantique étant resté sans suite, il a introduit le présent recours de plein contentieux tendant à ce qu'il lui soit attribué la somme de vingt millions (20.000.000) de francs à titre de dommages-intérêts pour préjudices subis du fait de l'administration préfectorale.

**Sur la fin de non-recevoir de l'administration tirée de la violation de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966, en son article 66 qui fait obligation au requérant de faire accompagner sa requête d'une expédition de la décision attaquée**

Considérant que le conseil de l'administration fait observer :

Qu'aux termes des dispositions de l'article 66 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant composition,




organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême, « La requête doit être accompagnée d'une expédition de la décision attaquée... » ;

Que de jurisprudence constante de la Cour suprême béninoise, est irrecevable le recours en annulation auquel n'est pas jointe une expédition de la décision attaquée ;

Que dans le cas d'espèce, le demandeur ne rapporte pas la preuve de l'existence matérielle de la décision attaquée d'autant plus qu'il n'a pas versé au dossier une expédition de ladite décision ;

Que son recours de plein contentieux viole les prescriptions de l'article 66 susvisé.

Considérant que l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 régissant la procédure devant la Cour suprême (Chambre administrative) dispose en son article 66, alinéa 1<sup>er</sup> : « *La requête doit être accompagnée d'une expédition de la décision attaquée* » ;

Considérant que par lettre n°4115/GCS du 25 novembre 2004, le mémoire en défense de l'administration, contenant le moyen d'irrecevabilité tiré du défaut de production d'une expédition de la décision attaquée, a été communiqué au conseil du requérant pour sa réplique ;

Que par lettre n°AA/YPH/04/01/004/05 du 04 janvier 2005, le conseil du requérant a sollicité de la Cour une prorogation de délai pour faire ses observations en réplique ;

Qu'en réponse à cette demande, un nouveau et dernier délai d'un mois lui a été accordé aux fins, par lettre n°0532/GCS du 04 février 2005 ;

Considérant qu'en dépit de la prorogation de délai, le conseil du requérant n'a toujours pas produit son mémoire en réplique, ni fait parvenir à la Cour une expédition de la décision attaquée, en l'occurrence l'arrêté préfectoral n°2/363/DEP-ATL/CAB/SAD du 09 octobre 2002 en cause ;

Qu'il ne justifie non plus d'aucune diligence ou de ce qu'il a échoué à obtenir ledit acte ;





Qu'il y a lieu, dès lors, de constater la violation de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 régissant la procédure devant la Cour suprême (Chambre Administrative), en son article 66, alinéa 1<sup>er</sup>, qui fait obligation au requérant de faire accompagner sa requête d'une expédition de la décision attaquée ;

Qu'en conséquence, le recours de l'espèce doit être déclaré irrecevable.

**PAR CES MOTIFS,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours sans date de maître ANANI CASSA, tendant à l'annulation de l'arrêté n° 2/363/DEP-ATL/CAB/SAD du 09 octobre 2002 du Préfet de l'Atlantique, est irrecevable.

**Article 2** : les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

**Etienne FIFATIN**, conseiller à la chambre administrative ;

**PRESIDENT ;**

**Honoré KOUKOU**

**Et**

**Remy Y. KODO**

}

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-huit juin deux mille dix-sept, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Onésime Gérard MADODE, Avocat Général,**

**MINISTERE PUBLIC ;**



Géoffroy M. DEKPE,

**GREFFIER ;**

Et ont signé

Le président-Rapporteur,

Le Greffier,



**Etienne FIFATIN**



**Géoffroy M. DEKPE**